

DIAL 3544

ARGENTINE - Le massacre de Trelew : une répétition préalable au génocide

Miguel Martinez Naón

lundi 28 septembre 2020, mis en ligne par [Dial](#)

Cet article de Miguel Martinez Naón a été publié comme introduction au [dossier](#) publié par l'Agence Paco Urondo le 22 août 2020, pour commémorer les 48 ans de l'assassinat de 16 militants politiques à Trelew, dans la province du Chubut (Patagonie).

Cela fait 48 ans qu'a été perpétré dans le sud du pays ce massacre au cours duquel furent fusillés 19 militants révolutionnaires. Cette note se veut une introduction au [dossier](#) que nous consacrons aujourd'hui à l'un des événements les plus douloureux de l'histoire de notre pays.

Le sang des fusillés de Trelew ne coule-t-il pas encore ? Y a-t-il un seul endroit du pays où le sang ne coule pas encore aujourd'hui ? (Juan Gelman)

Dans quelques heures, cela fera 48 ans qu'a eu lieu cette nuit fatidique du 22 août 1972 au cours de laquelle furent fusillés 19 militants, combattants des trois organisations politico-militaires les plus importantes d'Argentine : les Forces armées révolutionnaires (FAR), l'Armée révolutionnaire du peuple (ERP) et les Montoneros. Cette tragédie est considérée comme une répétition préalable au génocide perpétré le 24 mars 1976.



Que s'est-il passé à Trelew ?

Tout a commencé le 15 août de cette année-là dans la prison de Rawson, à 1500 kilomètres de Buenos Aires, où étaient enfermés 82 prisonniers de droit commun et environ 200 prisonniers politiques.

Le pays vivait sous le joug de la dictature féroce d'Alejandro Agustín Lanusse, un général anti-péroniste qui, à ce moment-là, tentait de négocier une issue démocratique à laquelle participerait le péronisme, sans que Perón puisse être candidat. Une manœuvre militaire, pro-impérialiste, dénommée Grand accord national (GAN) dans un contexte où le péronisme était déjà proscrit depuis 17 ans et étaient emprisonnés les cadres politiques les plus importants de ces organisations.

Au sein de la prison, un commando révolutionnaire formé des membres des trois organisations guérilleras et bénéficiant de soutiens extérieurs, commença à se réunir et à s'organiser pour planifier un important projet d'évasion, une opération de grande envergure qui permettrait de libérer plus de 110 dirigeants politiques dans le but de continuer à combattre la dictature. Ils considéraient que le pouvoir militaire était puissant, que les possibilités de recouvrer la liberté par la voie légale étaient très éloignées et que ce plan était indispensable pour poursuivre la stratégie de *guerre populaire et prolongée*.

Selon ce que raconte Alberto Camps (l'un des survivants du massacre), dans le livre *La patrie fusillée*, de Francisco Urondo, l'occupation de la prison fut l'une des stratégies à laquelle ils réfléchirent le plus et, parmi plusieurs plans, avait été choisi l'occupation de l'aéroport et la prise de contrôle d'un avion commercial. Selon ce que racontent les trois survivants dans l'entretien publié dans ce livre, l'unité d'action, la discipline, l'organisation et les principes de stratégie militaire furent indispensables.

L'évasion

Le 15 août, l'évasion commence à 18 h. Est d'abord occupée la salle des armes puis, après avoir désarmé 25 geôliers, le reste des installations.

Au cours de l'opération certaines confusions entraînent des retards : les deux petits camions qui devaient attendre une grande partie des fugitifs ne se présentent pas devant la porte de la prison. Il y a eu une grave erreur dans le signal que devaient envoyer les prisonniers (une couverture accrochée à une fenêtre).

Répartis dans deux véhicules et trois taxis 25 guérilleros s'évadent en deux groupes et les premiers à arriver occupent militairement l'aéroport local. Six parviennent à s'enfuir les premiers, arrivent à l'aéroport et montent dans un avion pris en otage par des camarades qui ont constitué le groupe d'appui. Dans l'avion il y avait 96 personnes entre passagers et personnel de bord. Ils s'envolent vers le Chili d'abord et, dans les jours suivants, après des négociations diplomatiques tendues entre le gouvernement de Salvador Allende et les dictateurs argentins ils s'envolent vers Cuba. Ces 6 personnes sont : Mario Roberto Santucho, Enrique Gorriarán Merlo, Domingo Mena, Fernando Vaca Narvaja, Marcos Osatinsky et Roberto Quieto. Et, parmi les collaborateurs, se trouvaient Victor Fernández Palmeiro, Ana Weissen, Alejandro Ferreira et Carlos Goldenberg.

Le second groupe constitué de 19 camarades, arrive à l'aéroport en retard, sans possibilité de décoller. Ils sont obligés de se rendre. Ils se rendent après que leur soient accordées publiquement, en conférence de presse, les garanties de leur intégrité physique.

Violant l'engagement pris par le capitaine Luis Emilio Sosa (condamné en 2012 à la réclusion à vie) ils ne sont pas reconduits à la prison mais transférés à la base Almirante Zar où ils resteront enfermés sept jours avant le dénouement final.



Le massacre

Le 22 août, à 3 h 30 du matin, ils sont réveillés et obligés de quitter leurs cellules, de sortir leurs matelas, de se mettre en rang et de baisser les yeux. On commence par humilier Mariano Pujadas en l'obligeant à répéter plusieurs fois : « Je ne suis pas un guerrillero, j'aime l'armée de mon pays ». On le provoque pour qu'il réagisse violemment mais lui garde son calme.

Les bourreaux de la marine commencent à tirer des rafales de mitraillettes. Les survivants se jettent à terre et se réfugient dans leurs cellules. Se font alors entendre des cris d'horreur, des pleurs, des gémissements, des insultes. Après un silence résonnent des tirs isolés, dont on comprend qu'ils achèvent des camarades. On entend de la bouche d'un des assassins : « Celui-ci vit encore ».

Mario Delfino et Alberto Campos entendent tout cela depuis leur cellule jusqu'à ce qu'arrive Bravo qui les oblige à mettre les mains sur la nuque et qui tire sur eux. Le premier mourra, le second parviendra à survivre, de même que María Antonia Berger, blessée par balle à l'estomac et à la tête, et Ricardo René Haidar. Les trois seront assassinés quelques années plus tard au cours de la dernière dictature génocidaire.

Le gouvernement putschiste expliqua plus tard qu'il y avait eu tentative de fuite. Le dictateur Lanusse assumait, en tant que commandant en chef, la responsabilité des agissements de la Marine. La version officielle fut donnée par le chef de l'État-major adjoint, le contre-amiral Hermes.

La nuit du 22, le gouvernement décréta la loi 19797 qui interdisait la diffusion d'information sur les organisations guérilleras ou émanant d'elles. Durant les jours qui suivirent, des manifestations eurent lieu dans différentes villes et plus de 60 bombes explosèrent en signe de protestation contre ces événements.

Les morts sont au nombre de 16 : Ana Villareal de Santucho (enceinte de plusieurs mois), Carlos Astudillo, Eduardo Capello, Carlos del Rey, José Mena, Clarissa Lea Place, Humberto Suarez, Humberto Toschi, Jorge Ulla, Mario Delfino, Alfredo Kohon, Miguel Angel Polti, Mariano Pujadas, Susana Lesgart, Maria Angelica Sabelli et Rúben Bonet.

Le commissaire de la Police fédérale Alberto Villar fit évacuer avec ses blindés le siège du [Parti justicialiste](#) dans la capitale fédérale, où les camarades veillaient les corps de quelques combattants qui, par la suite, durent être enterrés clandestinement.

Grâce à la lutte populaire et au chemin frayé par le président Néstor Kirchner, à partir de 2003 ont été jugés pour ces crimes les ex-capitaines Luis Sosa, Emilio Del Real, Ruben Paganini et Jorge Bautista et l'ex-caporal Carlos Marandino. Roberto Bravo est toujours en liberté. Il vit aux États-Unis qui ont refusé de l'extrader.

48 ans après le massacre, nous faisons mémoire de ces 16 martyrs et des survivants, nous étreignons les membres de leurs familles, leurs amis et leurs camarades, comme aussi les habitants de Trelew qui se sont mobilisés et ont fait vivre leur souvenir.

María Antonia Berger, blessée, avait écrit avec son sang sur le mur de sa cellule : LOMJE.

Crions une fois encore avec elle, en ce jour et chaque jour : Libres ou morts jamais esclaves !

- **Dial - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 3544.**

- Traduction de Françoise Couédel pour Dial.

- Source (espagnol) : [Agencia Paco Urondo](#), 22 août 2020.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la traductrice, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.